

Coopération bilatérale/Concrétiser les investissements étrangers au Gabon Comment rompre la malédiction ?

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

Au moment où les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) se retrouvent dans le dernier pays cité, pour un sommet qui veut, entre autres, donner un nouveau visage aux relations entre les grandes nations émergentes et les économies africaines, à quelques mois de la tenue du sommet Chine-Afrique, il est temps d'explorer les voies et moyens, pour le Gabon, de traduire dans les faits les relations économiques avec ces différents partenaires extérieurs. L'opinion s'interroge : pourquoi le précieux travail de diplomatie économique, fait en amont par le président de la République, n'aboutit proportionnellement que peu, en projets.

LA participation actuelle du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba au sommet des BRICS, en Afrique du Sud, la récente initiative sur l'en-



Photo : D.R

Abdul Razzaq Guy Kambogo, ambassadeur haut représentant du Gabon au Maroc : une diplomatie économique agissante. Les résultats restent cependant minces.

trepreneuriat prise, une fois de plus, par Abdul Razzaq Guy Kambogo, ambassadeur, haut représentant du Gabon auprès du royaume chérifien concernant le lien entre la diaspora gabonaise et les milieux d'affaires marocains, remettent au goût du jour le débat autour de cette question : « pourquoi le

Gabon a-t-il du mal à concrétiser en entreprises ou joint-ventures, ses nombreuses actions de coopération avec les autres pays ? ». Pour prendre le cas du Maroc, depuis neuf ans aujourd'hui, on note un intérêt des milieux d'affaires chérifiens pour les opportunités d'investissement au Gabon. Plu-

sieurs forums d'affaires gabono-marocains ont été organisés, avant que l'enthousiasme des organisateurs et participants ne se transforme en désespoir car la mayonnaise a souvent eu du mal à prendre. Un exemple patent, la participation annuelle du Gabon au Siam - Salon international de l'agriculture de Meknès.

Au final, peu d'engagements sont passés du stade d'intentions à celui d'entreprises créées, entre acteurs de la filière agricole des deux pays. Ce constat ne vaut d'ailleurs pas que pour le Maroc. L'on assiste à la même ferveur dans les tentatives répétées de construire des relations d'affaires avec la Turquie, la Chine, l'Inde, la principauté de Monaco, la Tunisie, l'Afrique du Sud, etc. Il est vrai que la réussite du Partenariat public-privé entre la singapourienne Olam et l'Etat gabonais a débouché sur un conglomérat d'entreprises, avec un fort impact dans l'agro-industrie et les infrastructures aéroportuaires. Mais, peut-être pas suffisant pour faire oublier les autres échecs, plus nombreux. Plusieurs raisons ont été avancées pour expliquer cette situation: l'absence de stratégie pertinente de la part du gouvernement gabonais, des ac-

cords commerciaux inadaptes aux enjeux économiques du moment, non-prise en compte des différences culturelles dans les approches, manque d'une classe d'hommes d'affaires gabonais indépendants susceptibles de passer des contrats avec leurs homologues d'autres pays, petits arrangements d'arrière-boutique entre administratifs et investisseurs en prospection au Gabon (cas de l'entrée dans le capital d'une entreprise sans contrepartie financière), voilà autant de cailloux dans la chaussure contrecarrant la bonne marche des investissements directs étrangers chez nous. Bien d'autres raisons, comme l'écosystème des affaires ou le climat des affaires, sont également évoquées comme sources de blocage... Il faut au gouvernement fixer un nouveau cap.

Petit angle

Coopération bilatérale : besoin d'un nouveau cap



Photo : BANDOMA/L'Union

Pour Hu Changchun, ambassadeur de Chine au Gabon, le sommet Chine-Afrique de septembre prochain est un tournant décisif pour une coopération globale.

I. M'B.
Libreville/Gabon

FACE au constat d'échec (lire ci-dessus), un nouveau cap s'impose avec la crise économique et le besoin des autorités de relancer la croissance économique. C'est une nouvelle approche qu'il faut que le gouvernement instaure dans ses relations bilatérales avec les pays amis. Une nouvelle approche qui concrétise les synergies entre le Gabon et les pays avec lesquels il entend établir des passerelles d'affaires. Pour cela, il faut

impliquer le privé, et, l'homme politique ne doit pas craindre qu'émerge l'homme économique. Comme l'a signifié le président de la Confédération patronale gabonaise, dans l'interview accordée à "L'Union" (notre édition d'hier), « cette période compliquée doit nous faire prendre conscience que ce sont les entreprises qui créent la richesse, pas le gouvernement qui récolte une partie de cette richesse sous forme d'impôts et de taxes pour payer les fonctionnaires, financer le déploiement des infrastructures dont le pays a besoin ». La crise a per-

mis de mieux comprendre que ce sont les hommes d'affaires qui créent cette richesse et non l'État. Même si, pour un temps limité, l'État peut se substituer au privé en cas d'absence de promoteurs privés. Si le président de la République, chef de l'État et la diplomatie gabonaise abattent un travail remarquable de connexion avec les

milieux d'affaires extérieurs, il appartient au gouvernement de réunir les conditions que les passerelles s'établissent entre hommes d'affaires nationaux et d'ailleurs. « Nous voulons traiter directement avec les opérateurs économiques gabonais », a déclaré un homme d'affaires marocain car, a-t-il ajouté, « entre privés nous sommes sur la même longueur

d'ondes ». Fondateur d'un bureau d'interprétariat à Chengdu (province du Sichuan) pour hommes d'affaires en activité en Afrique francophone, Wang Yong qui a travaillé quatre ans au Togo, en Côte d'Ivoire et au Cameroun, estime que « les investisseurs chinois sont plus intéressés par des secteurs d'activités ayant un retour sur investissement

dans des délais raisonnables comme celui de la construction du logement et très peu dans la prospection minière ou pétrolière qui prend plus de temps ». Ceci pour dire qu'il importe d'intégrer les préoccupations des différents investisseurs dans la stratégie nationale visant à attirer ceux de l'étranger. Pour que la mayonnaise des IDE prenne enfin !



LOGAN Authentique
9 500 000 FCFA TTC au lieu de ~~10 900 000~~ FCFA TTC

LOGAN Expression
10 500 000 FCFA TTC au lieu de ~~11 900 000~~ FCFA TTC

L'ÉLÉGANCE à petit PRIX



Promotion valable du 16 juillet au 31 août 2018

SODIM TP est représenté à PORT-GENTIL et FRANCEVILLE par GESPARC.

sodim tp BP 506 - LIBREVILLE - T : (241) 01 79 26 45 - 06 63 83 73 - 07 14 01 59
email : sodim.tp@groupesogafric.com - www.sodimtp.com

Nous construisons l'avenir 